



MOTION DE SOUTIEN À SOPHIE BINET,

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CGT

Les syndicats de l'hérault, réunis en Comité Général le 16 janvier apportent leur soutien plein et entier à leur Secrétaire Générale confédérale.

La mise en examen de Sophie Binet pour injures publiques et la mise en cause de RTL constituent une remise en cause ciblée contre le syndicalisme et la liberté d'expression. Une mise en examen qui s'ajoute aux procédures judiciaires et sanctions que subissent des milliers de syndicalistes coupables d'avoir simplement défendu leurs collègues de travail ou leurs intérêts.

Les syndicats de l'hérault, réunis en Comité Général dénoncent avec force cette procédure-bâillon commanditée par un lobby patronal financé par un milliardaire d'extrême droite, Pierre Édouard Stérim. Il s'agit d'une attaque d'un niveau inédit puisqu'elle vise directement la Secrétaire générale de notre organisation.

Cette offensive contre le syndicalisme se produit dans un contexte où le patronat et les plus riches refusent toute remise en cause de leurs innombrables priviléges et menacent de licencier des centaines de milliers de travailleuses et travailleurs. Un patronat qui continue de bénéficier de près de 300 milliards d'aides (impôts et cotisation sociales) sans aucun contrôle et sans aucune contrepartie, alors que nos services publics manquent de tout, que notre industrie connaît de nouvelles fermetures de sites qui remettent en cause notre souveraineté.

Pour protéger ce système absurde et injuste, plusieurs patrons mettent leurs moyens à disposition d'une extrême droite toujours aussi raciste et dangereuse pour notre république. Nous sommes à un tournant de l'histoire de notre pays.

Ce sont ces multiples injustices que dénonce Sophie Binet, c'est l'imposture sociale du RN et les complicités patronales dans la montée de l'extrême droite qu'elle combat, c'est la cause des millions de travailleuses et de travailleurs qu'elle défend. C'est un chantage abject à la délocalisation qu'elle a visé en les accusant de vouloir quitter le navire.

Personne ne se trompe sur la visée de cette affaire. Ils ne nous feront pas taire !

Les syndicats de l'hérault appellent à poursuivre les débats et les mobilisations pour s'opposer aux politiques de rigueur et d'austérité imposées par le Gouvernement et le patronat.

Nous n'accepterons jamais de payer leur crise, de payer leur dette, de voir réduites nos libertés syndicales et nos libertés fondamentales !

Les syndicats de l'hérault condamnent fermement l'ensemble des procédures judiciaires ou de sanctions disciplinaires à l'encontre de nos militant.es.

Parce que oui les rats quittent le navire, la CGT elle, reste sur le pont. Les syndicats de l'hérault s'engagent à enrichir la délégation départementale qui participera au meeting national sur les libertés syndicales à la bourse du travail de Montreuil le 4 février 2026.

Les syndicats de l'hérault adressent aux salarié·es, jeunes, privé·es d'emploi, retraité·es qui sont révolté·es par cette mise en examen, un message : si toi aussi tu n'acceptes pas ces injustices, rejoins le syndicat, rejoins la CGT, syndique-toi ! Se syndiquer sans attendre, c'est le meilleur soutien à apporter à la CGT et à sa secrétaire générale !

Agde,

Le 16 janvier 2026